

Arrêté n°2022 015

**AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
ET RESTRICTIONS DE CIRCULATION ET DE
STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-6,

VU le code de la route et notamment les article R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8, R. 411-18 et R. 411-25 à R. 411-28 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, livre. -8^e partie- signalisation temporaire ;

Vu la demande formulée par Mr LANGLET Pierre, 2 bis rue Saint Martin à SOISSONS, concernant des travaux de branchement aux réseaux d'eau usée.

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement dans un but de sécurité publique durant ces travaux ;

VU l'intérêt général,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Mr LANGLET Pierre est autorisé à occuper le domaine public en agglomération, pour réaliser des travaux de branchement au réseau d'eau usée ;

la présente autorisation est consentie :

à partir du 24 octobre 2022 jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 2 : Durant cette période, une circulation alternée sera mise en place et il sera interdit de stationner au droit du chantier.

ARTICLE 3 : La vitesse de circulation dans cette rue sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 4 : Afin d'informer les automobilistes de ces restrictions, la signalisation devra être mise en place de manière visible et réglementaire.

ARTICLE 5 : La responsabilité de la commune ne peut être engagée à quelque titre que ce soit pour les incidents ou accidents susceptibles de survenir dans le cadre de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 6 : La commune se garde le droit de modifier ou d'annuler le présent arrêté si l'un des articles de celui-ci n'est pas respecté. L'application correcte de ces prescriptions conditionnera toute autorisation future.

ARTICLE 7 : M. le Maire, le service assainissement de la communauté d'agglomération du Soissonnais, M. le commandant de la gendarmerie de Soissons et Mr LANGLET sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vauxbuin, le 24 octobre 2022

Le Maire,
Conseiller départemental de l'Aisne,
David BOBIN

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen », accessible sur le site Internet : <www.telerecours.fr>.